



**HAL**  
open science

# Post-keynésianisme en France : d'une longue période de croissance contrainte à l'hybridation ?

Sébastien Charles, Jonathan Marie

## ► To cite this version:

Sébastien Charles, Jonathan Marie. Post-keynésianisme en France : d'une longue période de croissance contrainte à l'hybridation ?. 2024. <hal-04838639>

**HAL Id: hal-04838639**

**<https://hal.science/hal-04838639v1>**

Preprint submitted on 15 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# **Post-keynésianisme en France : d'une longue période de croissance contrainte à l'hybridation ?†**

Sébastien CHARLES, sebcharles92@yahoo.fr  
University Paris 8, Department of Economics, Laboratoire d'Economie Dionysien (LED)  
2, Rue de la Liberté – 93526 Saint-Denis Cedex

Jonathan MARIE, jonathan.marie@sorbonne-nouvelle.fr  
University Sorbonne Nouvelle, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, Centre  
de Recherches et d'Études sur les Amériques (IHEAL-CREDA)  
Campus Condorcet, Bâtiment de recherche sud  
5, Cours des Humanités – 93322, Aubervilliers

## **Résumé**

Cet article vise à présenter l'évolution de l'école post-keynésienne en France depuis le milieu des années 1970. Partant d'une tradition keynésienne peu influente ce courant n'a pu se développer que de manière limitée du fait d'une forte concurrence jouée par d'autres courants (à la fois orthodoxe et hétérodoxe) dans un contexte de faiblesse des recrutements des enseignants-chercheurs. On note, malgré tout, une dynamique de renforcement du courant en France. En effet, celui-ci est aujourd'hui structuré, inséré internationalement et capable d'hybridation avec certaines écoles hétérodoxes. Néanmoins, cet ancrage demeure encore fragile.

**Key words:** Post-Keynésiens, France, Hétérodoxie

**JEL Codes:** B22, B59

---

† Ce travail a bénéficié d'entretiens avec Ghislain Deleplace et Edwin Le Héron menés en 2023. Il doit aussi beaucoup aux remarques reçues lors du congrès annuel de l'AFEP de 2024 et à l'occasion d'un séminaire informel organisé en novembre 2024. Nous remercions, en particulier, Olivier Allain, Eric Berr, Laurent Cordonnier, Edouard Cottin-Euziol, Thomas Dallery, Dany Lang, Marc Lavoie, Virginie Monvoisin, Nicolas Piluso, Jean-François Ponsot et Louis-Philippe Rochon. Selon l'expression consacrée, nous demeurons seuls responsables des éventuelles erreurs et insuffisances restantes dans ce texte.

## Introduction

Alfred Eichner et Jan Kregel publient en 1975 l'article "An Essay on Post-Keynesian Theory: A New Paradigm in Economics" dans le *Journal of Economic Literature*. Cet article est fondateur : il pose les caractéristiques de ce qui permet d'identifier un courant post-keynésien. Les auteurs mettent en avant quatre principes :

- Le primat du temps historique sur le temps logique et le principe de l'incertitude radicale (« seul le passé est connu, le futur est incertain »)
- L'importance des effets de répartition
- Les contraintes keynésiennes soulignant l'importance de la monnaie et le rôle fondamental de l'investissement dans la dynamique macroéconomique
- La base « micro » : les marchés sont imparfaits, le salaire nominal est déterminé par le pouvoir de négociation

Au-delà de ces principes, les auteurs assument le qualificatif de post-keynésien comme permettant de réunir des réflexions cohérentes du point de vue de leur paradigme. Nous retenons donc l'année 1975 comme l'année de naissance d'une véritable école post-keynésienne, qui s'affirme en tant que tel. Dans cet article, nous proposons d'explorer l'évolution du post-keynésianisme en France, depuis lors jusqu'à nos jours, non sans avoir au préalable tenté de présenter le contexte dans lequel pouvait s'implanter ce courant de pensée initié par des anglo-saxons.

Nous proposons de présenter cette évolution en distinguant trois périodes qui la jalonnent: d'abord, celle des précurseurs, influencés par la pensée keynésienne, relativement peu nombreux lors des décennies 1950 et 1960. Nous repérons toutefois quelques chercheurs qui auront une influence importante dans la constitution d'un corpus post-keynésien en France lors des décennies suivantes, en particulier en permettant la soutenance de thèses aux orientations compatibles avec le post-keynésianisme, mais parfois aussi en initiant des raisonnements influents. Ces précurseurs développent leurs recherches dans un contexte relativement hostile aux idées keynésiennes ce qui, à la même époque et en comparaison avec d'autres pays peut apparaître quelque peu original. En effet, nous notons que le paysage académique français en économie demeure encore largement influencé par la pensée libérale d'avant la deuxième guerre mondiale mais aussi que s'y développe la pensée marxiste. La première section de l'article s'attache donc à présenter ce contexte. Dans une deuxième section, nous remarquons que les recherches post-keynésiennes se développent en France lors des années 1980 et 1990, mais à un rythme qui peut sembler assez limité. Nous chercherons à présenter ce développement et à en expliquer le moindre dynamisme. Le développement de la théorie de la régulation est une des raisons qui peut être avancée simultanément à la présence d'une constellation d'hétérodoxies, qui ont pu freiner l'expansion du post-keynésianisme. Enfin, dans une troisième section, nous observons que ce courant se renforce en France et que la recherche post-keynésienne française s'internationalise depuis le début des années 2000. Ce mouvement d'ancrage et de croissance semble indéniable, compatible avec une certaine hybridation avec d'autres pensées économiques hétérodoxes, mais la présence de l'école demeure malgré tout fragile en France.

## Section 1: Les origines du post-keynésianisme en France dans les années 1970, quelques graines dans un terreau peu fertile

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'influence de la pensée keynésienne est marginale en France. Rosanvallon (1987) avance comme explication le fait que Keynes soit apparu comme pro-germanique aux yeux des Français depuis ses analyses des conséquences du Traité de Versailles. Il est à noter que Dostaler (2009) partage pleinement cet argument. Par conséquent, au sein de la recherche en économie, la critique des thèses keynésiennes est particulièrement virulente et les économistes français les plus influents des années 1930 sont farouchement anti-keynésiens, critiquant largement les analyses contenues dans la *Théorie générale*. Ainsi, on peut penser aux économistes libéraux comme Albert Aftalion, Gaëtan Pirou, Clément Colson, Charles Rist ou bien sûr Jacques Rueff. Ce dernier fustige dès 1929 l'analyse keynésienne du Traité de Versailles dans la *Revue d'économie politique*. En 1947, il développe une violente critique des raisonnements de Keynes, demeurant un contempteur acharné de sa pensée économique (voir Rueff, 1947). La pensée keynésienne ne passe donc pas inaperçue en France. Ainsi, Arena et Maricic (1988) relèvent que les économistes français débattent des apports de l'analyse keynésienne proposée dans la *Théorie générale*, en particulier concernant la dynamisation potentielle des analyses contenues dans l'ouvrage. Toutefois, les analyses sont assez largement critiques. Rosanvallon (1987) évoque spécifiquement une « hostilité doctrinale » vis-à-vis de la pensée keynésienne, particulièrement marquée et influente en France. Toutefois, quelques exceptions notables doivent être mentionnées.

D'abord, la *Théorie générale* est traduite en français par Jean de Largentaye et publiée par Payot en 1942, 6 ans après sa parution originale. Pierre Mendès France, qui côtoie Keynes lors de la conférence de Bretton Woods en 1944, sera imprégné par ses analyses. Surtout, la pensée keynésienne irrigue celle de plusieurs personnages importants de la haute fonction publique de l'après-guerre, comme François Bloch-Lainé, Robert Marjolin, Simon Nora, Claude Gruson, Jean Serisé, Maurice Lauré, Pierre Uri, Jean Denizet, Paul Delouvrier et Gabriel Ardant. A l'intersection entre la haute fonction publique et la sphère académique, le cours de Jean Marchal, professeur d'économie politique à l'ENA<sup>1</sup>, intitulé *Les aspects modernes de la répartition des revenus*, est influencé par les préceptes keynésiens (cf. Kolopp, 2013, p. 58).

Outre Marchal, les économistes universitaires de l'immédiat après-guerre sont donc rares à se référer d'une manière positive à Keynes pour développer leurs propres analyses. François Perroux (qui fonde l'Institut de Science Économique Appliquée, ISEA, en 1944) et Alain Barrère, font figure d'exceptions. Ce dernier découvre la *Théorie générale* alors qu'il est prisonnier à l'OFLAG XVII-A d'Edelbach, en Autriche, pendant la seconde guerre mondiale. Il va en faire l'exposé à ses co-détenus avant de le faire devant ses étudiants après sa libération. Le cours de Barrère sera même publié en 1952 sous le

---

<sup>1</sup> L'ENA (École Nationale d'Administration) avait initialement été créée afin de doter la France, au sortir de la seconde guerre, d'un corps de fonctionnaires d'élite accompagnant son redressement économique. Il est à noter que Mendès-France qui est, avant tout, un homme politique donna également un cours d'économie à l'ENA en 1950 portant sur les « Problèmes économiques et financiers que pose la politique des investissements et de la reconstruction en France ». Un ouvrage, regroupant les 19 leçons retranscrites de ce cours, est disponible à l'adresse suivante : <https://books.openedition.org/igpde/17023>. On y note dès la 1<sup>ère</sup> leçon (au paragraphe 73) l'influence de Keynes : « Ce n'est pas l'épargne qui crée l'investissement ; c'est, au contraire, l'investissement qui crée une épargne égale en modifiant le revenu. »

titre *Théorie économique et impulsion keynésienne*, favorisant la diffusion de ces idées en France.<sup>2</sup> Toutefois, lors des années 1950, le marxisme devient influent dans l'université française, y compris dans les cursus d'économie, sous l'impulsion de chercheurs comme Charles Bettelheim, Suzanne de Brunhoff ou Henri Denis. Cette influence grandissante limite l'attrait de la pensée keynésienne comme alternative à la pensée dominante.

Dans ce paysage aride, des chercheurs développent toutefois des recherches et abordent des thématiques qui seront plus tard au cœur du paradigme post-keynésien. Aujac (1950), membre de l'ISEA, initie ainsi des raisonnements sur l'origine et la nature de l'inflation par le conflit de répartition et appelle à analyser ce phénomène comme « la conséquence du comportement des groupes sociaux » (op. cit., p. 28). D'autres auteurs vont mettre en évidence ce qu'on qualifie aujourd'hui comme étant la nature endogène de la monnaie ou s'attachent à démontrer l'importance du circuit monétaire dans les économies monétaires de production. Ces précurseurs peuvent le faire sans nécessairement se référer aux travaux de Keynes lui-même. On pense par exemple à Jacques Le Bourva, qui soutient sa thèse en 1952. Deux articles qu'il publie en 1959 et 1962 sont précurseurs de la conception post-keynésienne de l'endogénéité de la monnaie et auront une influence non négligeable sur la conception de la création monétaire retenue par de nombreux économistes français (voir Lavoie et Baslé, 1996). Dans son article de 1959, il est d'ailleurs remarquable d'observer que Keynes n'est pas mentionné, mais que Le Bourva fait notamment référence aux travaux de Bloch-Lainé ou Denizet quant à l'importance de la demande de crédit comme facteur décisif dans l'expansion monétaire. En outre, comme le souligne Lavoie (2000), Le Bourva, dans l'avant-propos de son manuel d'économie écrit en collaboration avec son ancien directeur de thèse Henri Krier, exprime son admiration pour les travaux de Joan Robinson relatifs à la croissance. De même, dans la postface qu'il rédige dans la compilation d'essais en son honneur coordonnée par Gaffard et Glais (2000), bien que se défendant d'appartenir à quelque chapelle que ce soit, Le Bourva affirme « (...) les politiques monétaires portent visiblement sur les taux, non sur les quantités (...) » (op. cit., p. 373) et « Les systèmes bancaires récupèrent en dépôt la monnaie qu'ils créent (...) » (op. cit., p. 374), insistant sur ces affirmations clés des raisonnements monétaires post-keynésiens.

Bernard Schmitt, lui, soutient sa thèse en 1958 intitulée « La formation du pouvoir d'achat de la monnaie » publiée en 1960 chez Sirey. Si sa recherche a été dirigée par le Français Pierre Dieterlen,<sup>3</sup> Schmitt a pu bénéficier d'une bourse lui permettant de séjourner à Cambridge et d'y suivre les enseignements de Dennis Robertson et Richard Kahn mais aussi de côtoyer Piero Sraffa, Joan Robinson et Maurice Dobb, mentionnés dans l'avant-propos de son ouvrage comme étant ses *tutors*. Schmitt sera l'un des artisans de l'approche du circuit, approche particulièrement féconde en France. Il convient malgré tout de rappeler qu'il est délicat de qualifier la pensée schmittienne de keynésienne, car comme l'écrit Poulon (2018, p. 131) : « (...) chez Schmitt, la référence à

---

<sup>2</sup> Le premier manuscrit de l'ouvrage servit de support de cours à Marchal lors de ses enseignements à l'ENA. Sur ce point voir la préface dans Barrère (1952) ainsi que Guitton (1953).

<sup>3</sup> Pierre Dieterlen (1902-1968) était spécialiste des questions monétaires et expert économique notamment auprès de la Société des Nations avant la seconde guerre mondiale. Par la suite, il devient directeur de recherche au CNRS et enseignant à l'institut d'études politiques de Paris. Si dans ses contributions il évoque les travaux keynésiens (Keynes, Kaldor, Robinson...), il nous semble qu'il ne peut être qualifié de précurseur du post-keynésianisme en France.

Keynes est rarement primordiale. Les références aux Classiques sont plus fréquentes et en outre plus substantielles. (...) il arrive à Schmitt d'employer le qualificatif de 'génial' à propos de Say ou de Ricardo, jamais à propos de Keynes ». Néanmoins, son ouvrage « Monnaie, salaires et profits » (Schmitt, 1966) fait explicitement référence aux travaux de Keynes comme à ceux de Le Bourva.

Les années 1960 sont marquées par l'apogée de l'influence marxiste comme le souligne Pouch (2014). Ce dernier distingue un pôle de chercheurs influencés par les travaux de Paul Boccara dans le courant du *Capitalisme Monopoliste d'Etat* d'un second pôle qui aborde les questions d'économie du développement, avec Bettelheim mais aussi Pierre Salama ou Jacques Valier. Le rôle important joué par ces analyses d'inspiration marxistes a certainement concouru à la faiblesse du dynamisme des recherches keynésiennes en France sur la période. D'ailleurs, Pouch (2014, p. 7) souligne : « La publication du manuel *d'Histoire de la pensée économique* [d'Henri Denis] en 1966, dans l'espace des grands manuels académiques, la collection *Thémis* aux PUF [Presses universitaires de France], est un moment crucial pour la pénétration du marxisme dans l'Université. Plus d'un tiers de l'ouvrage est consacré à Marx et au marxisme, Denis égratignant au passage tous les autres courants de la pensée économique, les néo-classiques bien entendu, mais aussi, plus surprenant aujourd'hui, les keynésiens et les institutionnalistes, position critique qui sera édulcorée dans les éditions suivantes du manuel ».

C'est donc dans un contexte d'adversités qu'Alain Barrère joue un rôle majeur dans l'histoire du keynésianisme en France depuis l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne au sein de laquelle il dirige le DEA de macroéconomie approfondie dans les années 1970.<sup>4</sup> L'année 1970 est marquée par la création par Bernard Ducros du séminaire DECTA (Dynamique Economique et Techniques Avancées) au sein de la même université. Il sera très structurant en favorisant l'émergence de nombreuses recherches doctorales. Pour de très nombreux étudiants du DEA de macroéconomie approfondie, le doctorat (et, par conséquent, la participation active aux séminaires DECTA) était un débouché naturel. Il subsistait donc une forte complémentarité entre Barrère et Ducros. Notons que pour ce dernier, bien qu'étant intéressé par les questions de théorie macroéconomique, rien ne nous permet de le considérer comme post-keynésien. Ainsi, lors de la décennie 1970, plusieurs thèses de doctorat pouvant être repérées comme cohérentes avec les analyses de l'école de Cambridge au Royaume-Uni (c'est-à-dire dans la veine des recherches de Sraffa, Robinson, Kaldor ou Luigi Pasinetti) et/ou pouvant être qualifiées de circuitistes sont achevées. C'est le cas de la thèse de Jacques Léonard, soutenue en 1972 et intitulée « Croissance, variables de répartition et prix. Essai sur la théorie cambridgienne » et de celle de Gérard Grellet, « Technique, prix et répartition : un cadre d'analyse au-delà de l'équilibre », soutenue en 1973 et qui a bénéficié de la supervision de Kaldor et Robinson à Cambridge. Toutes les deux ont été dirigées par Ducros. On pense également aux soutenances de thèses d'Alain Parguez, « Le rôle de la monnaie dans la théorie macroéconomique » en 1973 et Frédéric Poulon, « Problème d'agrégation, inflation de coût et politique des prix » en 1976, elles aussi sous la direction de Ducros. Enfin, on distingue Bernard Vallageas qui soutient sa thèse à Dijon en 1976 « Le paradoxe du profit et le circuit économique : essai sur la structure macroéconomique des sociétés

---

<sup>4</sup> Le DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies) était un diplôme français orienté vers la recherche scientifique, correspondant à la deuxième année de Master.

capitalistes » et qui a été préparée sous la codirection de Schmitt et Henri Guitton<sup>5</sup>, alors Professeur à Paris 1. Comme le relèvent et l'analysent Berr et Monvoisin (2023), les décennies 1970 et 1980 sont marquées par les développements des recherches circuitistes, celles-ci nourrissant jusqu'à aujourd'hui les analyses post-keynésiennes. De surcroît, il est à noter que l'importance du séminaire DECTA est soulignée par Poulon dans l'avant-propos de la *Collection des Travaux du Séminaire DECTA III* en 1980. D'ailleurs, l'initiative sera reproduite à Besançon par Parguez (éphémère DECTA II en 1979) et par Poulon lui-même à Bordeaux (DECTA III, de 1979 à 1990). Ce foisonnement intellectuel, principalement centré autour de l'université Paris 1, permet à certaines des thèses d'être valorisées sous forme d'ouvrages publiés par des maisons d'éditions reconnues. Il en va ainsi pour Parguez (1975) et Léonard (1979) chez *Economica*.

En 1979, la thèse de Marc Lavoie « Investissement, financement et répartition », sous la direction de Ducros, est la première en France à intégrer une référence explicite au post-keynésianisme tel que défini par l'article de Eichner et Kregel (1975) et à revendiquer son inscription dans ce courant. Il précise sa démarche en introduction de sa thèse, écrivant : « Il n'est peut-être pas inutile de souligner que bien qu'il soit question dans ce travail des modèles de répartition cambridgiens et bien que la théorie marginaliste soit prise à partie, notre propos n'est pas de continuer la controverse de Cambridge sur le capital » (op. cit., pp. 7-8). En somme, Lavoie indique sa volonté de participer au développement d'une nouvelle théorie (expression utilisée en page 3 de sa thèse). Et tout cela, alors même que le *Journal of Post Keynesian Economics* a moins d'une année d'existence. Les travaux menés en France se révèlent susceptibles de contribuer pleinement aux développements académiques post-keynésiens au niveau international. Lavoie (1982) identifie, en particulier, les travaux afférents à l'endogénéité de la monnaie et à une théorie keynésienne du circuit monétaire.

## **Section 2 : Les années 1980-1990, deux décennies de croissance faible**

Au début des années 1980, de nouvelles thèses s'inscrivant dans la logique post-keynésienne ou circuitiste continuent d'émerger. C'est notamment le cas de la thèse de Franck Van de Velde « Répartition et mesure du produit. Keynes et l'économie politique ricardienne » (supervisée par Jean-Jacques Granelle) ou de celle d'Edwin Le Héron « Neutralité et contraintes monétaires » (dirigé par Barrère). Ils soutiennent, respectivement en 1981 à Lille 1 et en 1984 à Paris 1. Enfin, Claude Gnos « Transformation de la production en répartition » soutient en 1984 à l'université de Dijon, sous la direction de Schmitt. Les idées keynésiennes semblent avoir le vent en poupe en ce tout début de décennie. L'ampleur d'un colloque international, organisé à Paris 1 en 1983 par Barrère<sup>6</sup>, sous l'égide du CNRS,<sup>7</sup> à l'occasion du centenaire de la naissance de John Maynard Keynes, atteste de l'intégration des chercheurs keynésiens et post-keynésiens français dans la dynamique internationale. Ainsi, au côté des Français (Barrère, Schmitt, Parguez, Ducros...), participent au colloque des chercheurs de

---

<sup>5</sup> Henri Guitton (1904-1992), agrégé à 34 ans, a notamment favorisé durant sa carrière le développement de l'économétrie en France. Il est aussi reconnu pour son engagement au sein du catholicisme social. Ses travaux ne nous semblent pas justifier que nous proposons de l'identifier comme un véritable promoteur de la pensée keynésienne en France.

<sup>6</sup> Colloque intitulé *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, 12-15 septembre 1983.

<sup>7</sup> CNRS signifie Centre National de la Recherche Scientifique.

premier plan (à l'instar de Kaldor, Davidson, Kregel, Minsky...). Participent également des chercheurs dont les travaux ne sauraient être qualifiés de post-keynésiens (Malinvaud et Bénassy). De plus, cette même année, il est à noter la création de l'ADEK (Association pour le Développement des Etudes Keynésiennes) par Alain Barrère dont l'objectif premier était de faciliter l'organisation pratique du colloque (grâce à l'obtention d'une subvention publique accordée par le ministre des finances, Jacques Delors). Par la suite, l'ADEK se maintiendra afin d'animer et de promouvoir, en France et à l'étranger, les recherches keynésiennes.

L'année 1984 est marquée par la publication du 1er numéro de la série *Monnaie et Production* des Cahiers de l'ISMEA. Les *Cahiers de l'ISMEA*, créés par Perroux, constituent un bouquet de revues scientifiques dont chaque « série » est consacrée à un thème de recherche ou un domaine de l'analyse économique. Gérard de Bernis, prenant la suite de Perroux à la direction des *Cahiers*, souhaite maintenir le dynamisme de la série : apparaissent des séries au gré de l'importance de certaines thématiques de recherche. En ce sens, la création de la série *Monnaie et Production* souligne la montée en puissance de l'approche post-keynésienne dans le champ. La série, largement animée par Parguez, va accueillir durant 10 numéros, publiés entre avril 1984 et février 1996, 127 contributions. La très grande majorité d'entre-elles pouvant être considérées comme post-keynésiennes. Une majorité des contributions (68 sur 127) émanent d'auteurs qui ne sont pas en France, et qui sont souvent largement reconnus. On peut ainsi évoquer Philip Arestis, Fernando Cardim, Victoria Chick, Sheila Dow, Augusto Graziani, Kregel, Lavoie, Stephen Rousseas, Mario Seccareccia, John Smithin ou encore Randall Wray. Les auteurs français contribuent eux aussi de manière importante (59 articles ou total). Il y a donc, avec cette revue, l'indication indéniable que le courant post-keynésien se structure en France et qu'il est étroitement connecté et en dialogue avec les post-keynésiens qui sont en dehors du périmètre hexagonal. Toutefois, on doit aussi remarquer que cette communauté scientifique est étroite : on repère seulement 27 auteurs français différents pour les 59 articles.

En définitive, le développement du courant post-keynésien français – c'est-à-dire de recherches correspondant au périmètre de Eichner et Kregel (1975) – lors des décennies 1980-1990, nous apparaît plutôt décevant d'un point de vue rétrospectif. Afin de confirmer cette assertion nous utilisons trois indicateurs différents car l'exercice se révèle difficile à mener. Il ne s'agit pas de décerner des labels de conformité ni de prétendre à l'exhaustivité. Nous sommes aussi conscients que la pertinence de ces indicateurs est discutable, en particulier celui concernant les publications dans des revues, qui peut sembler indiquer que nous succombons aux sirènes de la bibliométrie. Précisons que nous avons conscience des biais que représente l'exercice de compter des articles, mais nous mobilisons cet indice construit par nos soins avec d'autres. Ainsi, par ces faisceaux d'indices nous visons simplement à mettre à jour des tendances. Soient :

- (i) Le nombre d'enseignants chercheurs titulaires à l'université en 2023 qui présentent des liens avec les recherches post-keynésiennes et dont les thèses ont été soutenues sur la période 1985-1999. Pour cela, nous nous basons sur les listes électorales du CNU (section 05-économie) disponibles cette même année.<sup>8</sup> Pour

---

<sup>8</sup> L'acronyme CNU (Conseil National des Universités) désigne l'instance collégiale de régulation des disciplines scientifiques par les pairs. Tout enseignant-chercheur titulaire à l'université est inscrit sur les listes électorales du CNU.

établir ce critère on identifie les individus qui ont rédigé des thèses explicitement post-keynésiennes ou qui, par la suite, ont adopté une démarche post-keynésienne dans leurs travaux.

- (ii) Le nombre de publications post-keynésiennes de chercheurs, affiliés à des institutions françaises publiques ou privées, dans 3 revues internationales structurantes du champ (*Cambridge Journal of Economics*, *Journal of Post Keynesian Economics* et *Review of Political Economy*).<sup>9</sup>
- (iii) Le nombre d'ouvrages post-keynésiens rédigés en français (et leur impact estimé par les citations *Google Scholar*). Nous ne retenons ici que les ouvrages inédits (ce qui exclut les traductions) et qui adoptent une visée scientifique ou de vulgarisation des propositions comme des résultats post-keynésiens (ce qui exclut les essais).

Selon le premier indicateur, entre 1985 et 1999, nous ne repérons que peu de thèses adoptant explicitement une démarche post-keynésienne ou même rédigée par des économistes qui développeront, par la suite, des idées post-keynésiennes. Effectivement, seuls 11 collègues en poste en 2023 correspondent à nos critères et ont soutenu leurs thèses sur une période de 14 ans : Angel Asensio (1989), Laurent Cordonnier (1993), Liêm Hoang-Ngoc (1994), Faruk Ülgen (1994), Eric Nasica (1995), Thi Anh-Dao Tran (1996), Olivier Allain (1997), Arsène Rieber (1997), Eric Berr (1999), Olivier Brossard (1999) et Pierre Piégay (1999).<sup>10</sup> On compte donc 11 titulaires en poste en 2023 dont les thèses ont été soutenues durant ces 14 années, soit 0.78 thèse par an permettant un recrutement, à comparer avec une moyenne de 0.67 thèse par an sur la période 1972-1984.<sup>11</sup> En définitive, on ne distingue pas de percée franche dans le champ académique de la dynamique post-keynésienne durant les années 1980-90.

Le second indicateur, le recensement des articles, confirme l'absence d'un dynamisme particulièrement marqué. Les publications d'auteurs post-keynésiens français dans les 3 revues académiques internationales structurantes du champ que nous avons retenues sont quasiment inexistantes. Ainsi, entre 1980 et 1999, on dénombre deux publications dans le *Journal of Post Keynesian Economics* par le biais de Barrère (1985-1986) et Piégay (1999-2000) et seulement une traduction en langue anglaise d'articles de Jacques Le Bourva (cf. Le Bourva, 1992) dans la *Review of Political Economy* (créée en 1989). Enfin, il est à noter qu'aucun auteur post-keynésien français ne publie dans le *Cambridge*

---

<sup>9</sup> Deux points méritent d'être précisés. D'abord, nous comptabilisons tous les chercheurs (hors émérites au moment de la publication), indépendamment de leur nationalité, qui signent leurs articles en mentionnant leur appartenance à des institutions françaises au moment de la publication. Ensuite, en ce qui concerne le choix des revues, nous avons sélectionnés le *Cambridge Journal of Economics* pour son ancienneté (le premier numéro est publié en 1977), le *Journal of Post Keynesian Economics* pour son rôle spécifique dans le champ post-keynésien et la *Review of Political Economy* (lancée en 1989) pour sa ligne éditoriale généraliste et ouverte aux différentes hétérodoxies. Bien entendu, d'autres journaux auraient pu être retenus à l'instar de *Metroeconomica*, du *Journal of Economic Issues*, de l'*International Journal of Political Economy* ou de la *Review of Keynesian Economics* (pour la période la plus récente). Néanmoins, les trois revues sélectionnées nous semblent représentatives.

<sup>10</sup> Informations disponibles sur le fichier central des thèses pour toute thèse soutenue dès 1985 à l'adresse : <https://theses.fr>. Les informations utilisées dans cet article y ont été collectées par nos soins.

<sup>11</sup> Dans le calcul de la période 1972-1984 nous n'incluons pas Marc Lavoie qui a été recruté au Canada en 1979 en tant que professeur-assistant.

*Journal of Economics* durant cette période.<sup>12</sup> Bien sûr, l'époque est différente de ce que les économistes connaissent aujourd'hui du point de vue de la pression à la publication dans des revues académiques et il semble donc logique que les auteurs français soient relativement moins présents dans les journaux internationaux qu'ils ne le seront par la suite. Mais cet état de fait n'en est pas moins relativement surprenant à plusieurs titres. D'abord, en comparant la situation avec les économistes post-keynésiens italiens (et ce même en excluant les membres fondateurs à l'instar de Pasinetti), on note que ces derniers ont publié très rapidement leurs recherches dans ces trois revues y compris avec de très influents post-keynésiens américains (cf., entre autres, Sylos-Labini, 1979 ; De Vivo et Pivetti, 1980 ou Ferri et Minsky, 1989). Ensuite, on note un paradoxe : bien que les post-keynésiens français ne publient pas dans les revues internationales du champ, les post-keynésiens étrangers publient dans certaines revues françaises, en particulier dans *Economie Appliquée*. En effet, en consultant les sommaires des numéros de la revue sur la période 1977-1990 on dénombre plus d'une vingtaine d'articles écrits par des post-keynésiens situés à l'étranger (voir, à titre d'exemple, Davidson, 1977 ; Kaldor, 1981 ; Kregel, 1982 et Dow, 1988).

Enfin, cette période n'est pas non plus particulièrement marquée par une abondante parution d'ouvrages d'économie post-keynésienne. On repère l'ouvrage *Macroéconomie, théorie et controverses post-keynésiennes* de Lavoie (1987). Bien que publié cinq ans avant son ouvrage de 1992 en anglais, *Google scholar* ne répertorie au 17/10/2024 que 38 citations contre 1894 citations en faveur du Lavoie (1992), attestant d'un retentissement académique qu'on peut estimer restreint de l'ouvrage auprès des économistes francophones. Barrère publie également deux ouvrages dont le contenu peut se percevoir comme compatible avec le post-keynésianisme (cf. Barrère, 1985 et 1990) pour lesquels *Google scholar* dénombre, respectivement 59 et 86 citations.<sup>13</sup> Dans cette optique, on peut également mentionner l'ouvrage *Macroéconomie approfondie: équilibre, déséquilibre, circuit* de Poulon (1982) et ses 98 citations.

Si on tente de saisir ce faible dynamisme de la recherche post-keynésienne française plusieurs éléments peuvent être avancés. D'abord, on ne peut pas ne pas évoquer le contexte académique qui, globalement, devient anti-keynésien sous l'influence des Nouveaux classiques. En France, au tout début des années 1980, l'école post-keynésienne se heurte à l'explosion du courant néo-keynésien français – issu des travaux de Jean-Pascal Bénassy et d'Edmond Malinvaud durant les années 70 – incarné, entre autres, par Pierre-Yves Hénin à l'université Paris 1. Et ceci, alors même qu'aux Etats-Unis, la révolution des modèles à anticipations rationnelles a tout emporté sur son passage dans la deuxième moitié des années 70. Quoi qu'il en soit, cette école néo-keynésienne, également qualifiée d'école du déséquilibre, utilisant des modèles macroéconomiques microfondés représente le *mainstream* et s'oppose à la théorie post-keynésienne. Dès la fin des années 80, Pierre-Yves Hénin, désormais « ex-adhérent » à la théorie du déséquilibre de Bénassy-Malinvaud, opère un virage rapide vers les modèles

---

<sup>12</sup> Il faut attendre la fin des années 2000 avant que des économistes français, explicitement post-keynésiens, ne commencent à publier dans cette revue (cf., entre autres, Charles, 2008 ; Assous et Dutt, 2013 et Lang, 2015).

<sup>13</sup> Lors d'un entretien en novembre 2023, Edwin Le Héron nous a indiqué que Barrère se considérait comme post-keynésien dans les années 80. D'autres sources tendent à confirmer ce point (voir « Hommage à Alain Barrère. Présentation » dans les *Cahiers d'Economie Politique*, vol. 26, pp. 6-10, 1996 à l'adresse suivante : [https://www.persee.fr/doc/cep\\_0154-8344\\_1996\\_num\\_26\\_1\\_1177](https://www.persee.fr/doc/cep_0154-8344_1996_num_26_1_1177))

de cycles réels. Désormais, au début des années 90, l'université Paris 1 devient le principal lieu de formation des économistes *mainstream* spécialisés dans ces modèles. De surcroît, un grand nombre d'entre eux deviendront très rapidement professeurs et intégreront d'autres universités françaises (Toulouse, Le Mans, Cergy, etc.) dans lesquelles ils formeront une nouvelle génération d'économistes travaillant sur les modèles DSGE. Cette explication est fondamentale, toutefois elle n'explique pas pourquoi le développement des recherches post-keynésiennes en France peut apparaître encore plus restreint qu'ailleurs, puisque la contre-révolution néolibérale est un mouvement global.<sup>14</sup>

Il nous semble qu'un autre argument, basé sur une spécificité française, peut être avancé. Les années 80 sont marquées par l'existence d'une constellation<sup>15</sup> d'analyses qui occupent l'espace académique et qu'on peut qualifier d'hétérodoxes. Au sein de celle-ci discutent et collaborent des auteurs comme Richard Aréna, Carlo Benetti, Jean Cartelier, Ghislain Deleplace, Daniel et Sylvie Diatkine ou encore Patrick Maurisson. Leurs analyses sont menées aux frontières de la théorie monétaire, de l'histoire de la pensée économique et de la macroéconomie. Ces recherches peuvent dialoguer voire présenter des points d'accord avec la théorie post-keynésienne, comme l'attestent de nombreux articles contenus dans les *Cahiers d'Economie Politique* (créés en 1974) ou la publication d'un ouvrage collectif (Deleplace et Nell, 1996).<sup>16</sup> Toutefois, les parties prenantes de cette constellation ne sauraient être considérées comme une école ni comme intégrant le courant post-keynésien ne serait-ce que parce que les projets diffèrent. Si les travaux post-keynésiens ont un objectif évident en termes de préconisations de politique économique ou de compréhension du monde réel pour paraphraser Davidson (1978), les chercheurs de la constellation semblent privilégier l'exégèse des grands auteurs à l'instar de Keynes, Ricardo ou Sraffa.

Enfin, en France on assiste, simultanément à la constitution d'un courant post-keynésien au niveau international, à l'éclosion de la théorie de la régulation qu'on peut dater en 1976 avec la parution de l'ouvrage fondateur *Régulation et crises du capitalisme* de Michel Aglietta. Cette approche partage des origines théoriques communes (macroéconomies de Keynes et de Kalecki, importance de l'irréversibilité, instabilités diverses) et des chercheurs régulationnistes comme Robert Boyer ou Pascal Petit pouvaient entretenir des contacts réguliers avec des précurseurs du post-keynésianisme comme Nicholas Kaldor ou Wynne Godley. Mais, initialement, les régulationnistes présentent un agenda de recherche différent de celui des post-keynésiens. Par exemple, ils cherchent à repérer des régularités économiques afin de définir différents régimes d'accumulation (ces derniers pouvant évoluer dans le temps et selon les pays) ce qui

---

<sup>14</sup> Même si, dans le cas des universités françaises, la rupture institutionnelle que constitue la séparation entre les départements d'économie et les départements de droit, après la loi Faure de 1968, a pu y favoriser, dès les années 70, la progression du *mainstream* déjà dominant au niveau international (voir Gaffard, 2020).

<sup>15</sup> Cette distinction entre post-keynésiens et d'autres économistes insatisfaits par la théorie alors dominante est similaire à celle proposée par Cartelier (1995, p.116) lorsqu'il distingue les post-keynésiens d'une « 'nébuleuse' assez bien représentée en France ».

<sup>16</sup> Cet ouvrage offre une tribune à différentes approches hétérodoxes sur les dynamiques de la monnaie, à savoir les approches marxiste (par exemple, à travers les contributions de De Brunhoff et Epstein), régulationniste (Aglietta) comme issues de la constellation (Arena, Benetti, Cartelier et Deleplace) mais aussi des contributions post-keynésiennes plus spécifiquement chartaliste (Wray), horizontaliste (Lavoie, Moore) et circuitiste (Parguez).

n'est pas l'objectif premier de la théorie post-keynésienne. Boyer (2011) fournit une analyse similaire, repérant des éléments communs tout en soulignant l'existence de programmes de recherche différents. Sous l'impulsion des recherches de Michel Aglietta et de Robert Boyer (rejoints, entre autres, par André Orléan, Jacques Mistral, Jacques Mazier, Pascal Petit, Dominique Plihon ou Bruno Théret), régulièrement menées au sein du CEPREMAP<sup>17</sup>, la théorie de la régulation se constitue rapidement en école de pensée influente. Boyer (2018) parle même d'un « âge d'or » pour cette école au début des années 80, y compris en termes d'influence sur la sphère politique. De surcroît, il est indéniable que cela a créé une forte attractivité auprès de potentiels doctorants. Par conséquent, le dynamisme de la théorie de la régulation a pu constituer, sans que cela soit volontaire, un frein au développement du post-keynésianisme, en drainant une partie des étudiants intéressés par les approches non standard en économie. De plus, dans un contexte de pénurie des recrutements d'économistes hétérodoxes, la concurrence entre les écoles de pensée restreint mécaniquement pour chacune la capacité de croître.

### **Section 3 : Depuis les années 2000, un ancrage renforcé dans le champ académique**

Depuis les années 2000, on perçoit certainement plus clairement l'existence de la théorie post-keynésienne dans la recherche en économie en France. Les travaux post-keynésiens qui y sont menés s'appuient sur l'existence de réseaux plus ou moins formels, connectés internationalement. Les post-keynésiens français contribuent plus fortement aux revues scientifiques structurantes sans négliger la publication d'ouvrages. L'ADEK, désormais sous la présidence d'Edwin Le Héron, joue un rôle clé dans l'animation de ces réseaux et dans l'accompagnement des jeunes chercheurs en particulier dans la préparation aux concours de recrutement. L'association va aussi favoriser l'organisation de séminaires et journées d'études, la tenue régulière de colloques internationaux post-keynésiens en France et elle s'associe régulièrement à d'autres organisations pour permettre la tenue d'événements scientifiques plus larges (congrès AFEP-AHE-IIPE à Paris en 2012 par exemple) ou organisés à l'étranger (à Sfax en Tunisie en 2009, à Izmir en 2013). Le premier colloque post-keynésien international en France activement soutenu par l'ADEK est organisé à Dijon par une équipe locale du CEMF<sup>18</sup> de l'université de Bourgogne du 14 au 16 novembre 2002. Claude Gnos et Louis-Philippe Rochon, alors présent à Dijon comme professeur invité, ont joué un rôle majeur pour initier cette dynamique qui deviendra régulière. Depuis lors, cette conférence internationale se tient régulièrement : à Dijon les 2 et 3 décembre 2005, les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2007, du 10 au 12 décembre 2009, les 13 et 14 mai 2011 à Roskilde au Danemark, du 6 au 8 décembre 2012 à Dijon, puis à Grenoble du 10 au 12 décembre 2015 de même que du 7 au 9 décembre 2017 et, enfin, à Lille du 9 au 11 décembre 2020 puis du 6 au 8 décembre 2023. La réussite de ces événements repose systématiquement sur la capacité de collectifs locaux, à se mobiliser pour permettre l'organisation de ces événements. En outre, ces conférences sont très attractives et primordiales pour l'inscription des recherches menées en France dans la dynamique internationale puisque des chercheurs de premier plan du courant post-keynésien

---

<sup>17</sup> Centre Pour la Recherche ÉconoMique et ses Applications ; créé en 1967, ce centre a pour objectif « d'éclairer la planification française grâce à la recherche économique ».

<sup>18</sup> Centre d'Études Monétaires et Financières, alors un laboratoire d'économie de l'université de Dijon.

viennent systématiquement y présenter leurs travaux. Par exemple, à Lille en 2023, étaient présents, entre autres, Jan Kregel, Malcolm Sawyer, Randall Wray, Daniela Magalhães Prates, Peter Skott ou Adrian Wood.

La dynamique s'évalue avec les critères déjà utilisés dans la section 2. Le premier de ceux-ci identifie les recrutements au sein de l'université publique. Nous avons pleinement conscience qu'il tend à invisibiliser les collègues qui mènent des recherches post-keynésiennes dans les écoles de commerce (Thomas Lagoarde-Segot et Luiz Reyes Ortiz sont professeurs à *Kedge Business School*, Alban Mathieu y est professeur assistant, Virginie Monvoisin est professeure à *Grenoble Ecole de Management* et Christine Sinapi à *Burgundy School of Business*) ou au sein d'institutions comme l'Agence Française de Développement (Paul Hadji-Lazaro). Il ne rend pas non plus compte des recrutements à l'étranger (par exemple Louison Cahen-Fourot est devenu *Associate Professor* à *Roskild University*, Thibault Laurentjoye *Assistant Professor* à *Aalborg University* ou encore Juan Barredo-Zuriarrain au sein de l'Université du Pays Basque à Bilbao). Néanmoins, ce critère est plus facile à mettre en œuvre pour évaluer les évolutions et permettre un recensement, même imparfait. Dès lors, nous identifions 21 chercheurs ayant soutenu leur thèse sur la période 2000-2023 et ayant été recrutés à l'université<sup>19</sup> : Jean-François Ponsot (2002), Michaël Assous (2003), Nicolas Canry (2003), Sébastien Charles (2003), Dany Lang (2004), André Lorentz (2005), Marc Pilkington (2005), Mickaël Clévenot (2006), Nicolas Piluso (2006), Jonathan Marie (2009), Guillaume Vallet (2009), Thomas Dallery (2010), Samba Diop (2010), Vincent Duwicquet (2010), Jordan Melmiès (2011), Yann Guy (2012), Edouard Cottin-Euziol (2013), Michaël Lainé (2014), Federico Bassi (2016), Florian Botte (2018), Rudy Bouguelli (2021) et Léo Malherbe (2021). Nous ajoutons Slim Thabet (2009), recruté en septembre 2023, après la publication de la liste électorale du CNU qui date du printemps 2023. On note de nouveau une légère progression en comparaison de la période précédente soit une moyenne de 0.96 thèse soutenue par an et donnant lieu à un recrutement, ce qui, malgré tout, reste faible. En guise d'illustration, 51 postes de maîtres de conférences étaient ouverts au concours en 2021 en France et 50 en 2022.<sup>20</sup> Le faible nombre de postes ouverts au recrutement constitue une contrainte pour tous les candidats mais plus encore pour ceux ne s'inscrivant pas dans le *mainstream*.

Le deuxième indicateur dévoile une évolution plus substantielle. La dynamique de publication dans les revues structurantes et, surtout, internationales du champ se modifie. A partir des années 2000 les chercheurs post-keynésiens français valorisent dorénavant leurs recherches en publiant dans les principales revues académiques ouvertes à leurs travaux. Durant la décennie 2000-2010, le nombre des publications dans le *Journal of Post Keynesian Economics* s'accélère avec les articles de Ould-Ahmed (2003), Belais (2004), Gnos et Rochon (2003-2004 et 2004-2005) puis dix articles sur la période 2005-2010 (Nasica, Raybaut, Lang, Charles, Monvoisin, Ponsot, Gnos, Melmiès, Duwicquet et Mazier)<sup>21</sup>. Cette tendance s'observe également dans la *Review of Political Economy* avec une dizaine d'articles par six auteurs différents (Gnos, Lang, Charles, Laguérodié, Allain et Marie) mais demeure largement moins marquée dans le *Cambridge*

---

<sup>19</sup>

<sup>20</sup> Voir la note d'information DGRH (Direction Générale des Ressources Humaines), n° 6, Septembre 2023 du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

<sup>21</sup> Par ordre chronologique de publications.

*Journal of Economics* avec seulement une publication (Charles, 2008).<sup>22</sup> En ce qui concerne la période récente (2011-2024), l'intégration des post-keynésiens français à la dynamique de recherche internationale est confirmée par le nombre accru de leurs publications dans les journaux académiques du champ (*JPKE*, *CJE* et *ROPE*) et parfois au-delà. Par conséquent, on note un renforcement de leur présence dans les numéros du *Journal of Post Keynesian Economics* avec pas moins de 26 publications sur la période considérée venant de 20 auteurs (Lang, Peicuti, Asensio, Charles, Lainé, Berr, Rieber, Anh-Dao Tran, Jetin, Marie, Lavoie, Bouguelli, Botte, Monserand, Reyes Ortiz, Mazier, Duwicquet, Allain, Dallery et Monvoisin). De même, le nombre de publications dans le *Cambridge Journal of Economics* s'accroît sensiblement sur la période avec 14 articles venant de post-keynésiens rattachés à des institutions françaises (Jetin, Assous, Mazier, Petit, Lang, Cordonnier, Van de Velde, Allain, Charles, Lainé, Rabinovich, Botte, Faudot, Scalco Macalós, Marie). Enfin, on dénombre 19 articles dans la *Review of Political Economy* issus de 15 auteurs (Dallery, Cottin-Euziol, Allain, Bassi, Durand, Gueuder, Van de Velde, Cordonnier, Duwicquet, Vallet, Lavoie, Faudot, Marie, Charles et Piluso).

Ce changement a probablement été favorisé par la tendance globale renforçant l'importance de la publication dans des revues internationales de langue anglaise (parfois au détriment des ouvrages) mais aussi par un événement institutionnel spécifique à la France, à savoir la création en avril 2003 d'une liste hiérarchisée des revues scientifiques par la section d'économie et de gestion du CNRS. A l'origine, cette liste est adoptée pour faciliter l'évaluation des unités de recherche du CNRS mais, très vite, elle est utilisée largement à l'université comme instrument d'évaluation des chercheurs eux-mêmes et comme outil servant à leur recrutement. On peut se reporter à Pontille et Torny (2010) qui exposent le grand succès rencontré par cette liste dans le monde universitaire et au-delà. La liste encourage tout à la fois une « course aux étoiles » (on additionne les étoiles obtenues par chaque publication pour désigner les meilleurs chercheurs) et offre un instrument de domination clé pour le *mainstream* qui identifie les journaux auto-proclamés d'excellence. Bien que les revues post-keynésiennes ou ouvertes aux analyses post-keynésiennes n'aient jamais été considérées comme faisant partie des meilleurs journaux dans ce classement, publier dans les revues anglo-saxonnes devient indispensable dans les critères d'évaluation de la profession au-delà d'une simple reconnaissance dans le champ post-keynésien. Même si depuis 2020 le CNRS ne produit plus de liste des revues, en France la profession conserve l'habitude de s'y référer.<sup>23</sup> D'ailleurs, la section économie du CNU a décidé en 2022 de continuer à utiliser une liste hiérarchisée des revues, émanant directement de l'ancienne liste CNRS.

Concernant la publication d'ouvrages post-keynésiens inédits en langue française, l'année 2003 voit la parution de *Théories monétaires post-keynésiennes* coordonné par Piégay et Rochon contenant 22 contributeurs dont 8 Français (Piégay, Gnos, Schmitt, Parguez, Bradley, Descamps, Soichot et Bailly) issus, pour la plupart, de l'université de

---

<sup>22</sup> Cet état de fait afférent au *Cambridge Journal of Economics* demeure surprenant d'autant que des Français (Régulationnistes ou Marxistes) à l'instar de Boyer, Petit, De Brunhoff, Duménil et Levy y ont publié lors des années 80 et qu'un Français est l'un des éditeurs associés du journal depuis 1984.

<sup>23</sup> Le CNRS a signé la déclaration DORA sur la science ouverte en juillet 2018. Cette charte implique de renoncer à toute évaluation scientifique basée sur des critères quantitatifs qu'ils soient bibliométriques ou basés sur des classements de revues. Ainsi, la section d'économie du CNRS a-t-elle reçu l'injonction d'abandonner sa liste (ce qui n'est pas le cas de section d'économie du CNU).

Bourgogne à Dijon. Ceci confirme, durant cette période, l'existence d'un bastion circuitiste/post-keynésien dans cette institution.<sup>24</sup> Le rôle joué par Rochon dans ce livre permet de souligner son importance dans l'intégration du courant post-keynésien français à une dynamique de recherche internationale : celui-ci cosignant des articles et participant à l'animation de nombreux collectifs de recherche (9 séjours en tant que professeur invité aux universités de Dijon, Grenoble et Paris 13 entre 2000 et 2017). Ensuite, en 2004, Lavoie publie *L'économie postkeynésienne* à destination des étudiants dans la collection *Repères* chez *La Découverte*. La parution de ce livre dans cette collection est un indice de la reconnaissance du post-keynésianisme comme courant de pensée au-delà des post-keynésiens eux-mêmes.<sup>25</sup> En effet, la série *Repères*, créée en 1983, est une collection d'ouvrages synthétiques en sciences économiques et sociales, chacun rédigé par des spécialistes de la question traitée et qui bénéficie d'une très large diffusion en France. L'ouvrage est réédité en 2021, Monvoisin et Ponsot ayant participé avec Lavoie à l'écriture de cette version remaniée et actualisée. En 2006, Charles publie *Macroéconomie hétérodoxe – de Kaldor à Minsky*, un ouvrage à destination d'un lectorat plus avancé, qui bénéficie alors d'une synthèse des modèles macroéconomiques de croissance et d'instabilité financière développés dans la tradition post-keynésienne. En 2016, Clévenot, Duwicquet et Mazier publient *Quand les crises reviennent*. Ce livre fait écho à l'ouvrage *Quand les crises durent*, de Baslé, Mazier et Vidal publié en 1992. Si ce dernier est généralement qualifié de régulationniste, l'ouvrage de 2016 mobilise clairement des outils analytiques proposés par les post-keynésiens et les régulationnistes, attestant d'une certaine hybridation (voir aussi Lavoie et Ponsot, 2018 ou Marie, 2023). Enfin, l'ouvrage collectif *L'économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques* publié en 2018 et dirigé par Berr, Monvoisin et Ponsot réunit 34 contributeurs dont 24 français. Ses 23 chapitres et une introduction auxquels s'ajoutent une préface signée James K. Galbraith et une postface de Parguez révèlent la capacité collective des post-keynésiens francophones à diffuser leurs travaux à un lectorat plus large, le livre pouvant être utilisé comme un manuel pour les étudiants de licence ou de master.

#### **Section 4 : Enjeux locaux et institutionnels contemporains**

Si la tendance globale depuis les années 2000 apparaît globalement plutôt favorable pour le renforcement de l'école post-keynésienne en France, depuis la décennie 2010, des dynamiques locales contrastées peuvent être identifiées. Certaines équipes sont parvenues à fédérer des dynamiques de recherche intégrées au courant post-keynésien, permettant certainement de nourrir la tendance globale.

Au sein du CEPN<sup>26</sup> et de l'université Paris 13, le dynamisme de Dany Lang, animateur du groupe de travail Macroéconomie et Analyses post-keynésiennes à partir de 2014, articulé à celui de David Flacher (directeur du laboratoire entre 2012 et 2015), permet à

---

<sup>24</sup> Ceci est confirmé par un nombre substantiel de thèses soutenues et encadrées par Gnos, Bailly, Descamps et Bradley.

<sup>25</sup> Selon une anecdote, relatée par Marc Lavoie lui-même, cet ouvrage provient d'une demande de Jean-Paul Piriou qui était directeur de la collection *Repères* et qui, initialement, s'était adressé à Gilles Dostaler. Celui-ci ayant décliné l'offre, il a recommandé Lavoie à Piriou.

<sup>26</sup> Centre d'Économie Paris Nord, laboratoire d'économie et gestion de l'Université Paris 13 – Sorbonne Paris Nord. Les post-keynésiens sont intégrés à ce laboratoire jusqu'en janvier 2025, participant alors à la création du laboratoire Analyses des Crises et des Transitions (ACT) au sein de cette même université.

l'équipe d'obtenir une chaire d'excellence financée par un consortium d'universités dont faisait alors partie l'université Paris 13. Cette chaire s'est inscrite dans la dynamique d'un groupe de recherche menant des recherches en macroéconomie hétérodoxe, avec pour principal projet scientifique de soutenir le développement d'analyses mobilisant la modélisation SFC et les modèles à base d'agents qui soient stock-flux cohérents (ABM-SFC), et de promouvoir les recherches sur la stabilité financière ou la transition écologique. La chaire a permis au CEPN d'accueillir Marc Lavoie comme professeur senior de 2016 à 2019, Pascal Seppecher de 2015 à 2018 et Michaël Lainé de 2015 à 2016 comme post-doctorants. De plus, articulée au Master EPOG, l'un des rares masters en économie bénéficiant du financement européen Erasmus Mundus octroyant des bourses attractives pour les étudiants du monde entier, et seul master hétérodoxe parmi ces rares formations, elle permet de favoriser le développement de réseaux scientifiques français avec d'autres institutions européennes post-keynésiennes (*Kingston University* au Royaume-Uni où exerçait alors Engelbert Stockhammer ou *Berlin School of Economics and Law* à Berlin avec Eckhard Hein) ou au-delà (Université Fédérale de Rio de Janeiro notamment) et d'attirer de nombreux étudiants de haut niveau. Plusieurs thèses ont aussi été initiées, favorisant le dynamisme de l'école en France comme en Europe. Ainsi, 7 thèses dirigées par Lavoie ont été soutenues à Paris 13 entre 2017 et 2024 (Louison Cahen-Fourot, Joao Pedro Scalco Macalos, Rudy Bouguelli, Alma Monsérand, Jeffrey Althouse, Simona Bozhinovska et Franz Prante), 7 aussi par Dany Lang entre 2016 et 2023 (Federico Bassi, Raquel Almeida Ramos, Florian Botte, Salam Abukhadrah, Ludwig List, Simona Bozhinovska et Léo Vigny). D'autres anciens étudiants d'EPOG ont poursuivi des études doctorales s'inscrivant dans le courant post-keynésien ou largement compatibles avec celui-ci et se sont finalement insérés dans des universités à l'étranger, parmi lesquels Karsten Kohler et Esra Ugurlu (*Leeds University Business School*), Joel Rabinovich (*King's College London*), Lilian Rolim (*Unicamp*), Barbieri Goes (*Università degli studi LINK Campus University*), Ettore Gallo (*Università degli studi di Parma*), Ryan Woodgate (*Forward College, Berlin campus*). Cette effervescence a aussi attiré des jeunes chercheurs transitant à Paris 13 pendant leurs recherches doctorales, comme par exemple Italo Pedrosa et Lidia Brochier, tous deux à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro en 2024. En ce sens, les recherches post-keynésiennes françaises ont nourri le courant au niveau global.

Pourtant, cette période faste s'est révélée fragile et est aujourd'hui largement remise en question du fait du non remplacement de Marc Lavoie après son départ en retraite à l'été 2019. Au moment où cet article est rédigé, l'équipe post-keynésienne de Paris 13 n'est pas parvenue à obtenir le recrutement d'une nouvelle ou d'un nouveau professeur qui puisse poursuivre la dynamique enclenchée, faisant face à la même incapacité à recruter un maître de conférences qui s'inscrive véritablement dans cette tradition. Cette situation à l'université Paris 13 s'explique bien sûr, en partie, par le contexte global de pénurie de postes ouverts au concours au niveau national. Mais elle s'est pour le moment révélée indépassable, dès lors que des conflits internes entre hétérodoxes ont gangrené le fonctionnement du laboratoire.

La difficulté du maintien d'un groupe post-keynésien doté d'une masse critique rappelle combien les équilibres sont instables et les positions qui semblent puissantes peuvent être rapidement remises en cause. Ainsi, si l'université Paris 1 était la clé de voute de la construction du keynésianisme en France, aujourd'hui, cette tradition s'y est quasiment éteinte. De la même façon, les universités qui hébergeaient les recherches circuitistes ne

sont pas parvenues à maintenir leur démographie. Aujourd'hui, c'est le groupe post-keynésien du Clersé<sup>27</sup> (Université de Lille) qui se retrouve numériquement le plus important en France et qui peut se voir comme un pôle dynamique. Depuis 2010, si Franck Van de Velde est devenu émérite, Laurent Cordonnier a été promu professeur en 2017, Vincent Duwicquet (en 2011), Thomas Dallery (en 2014), Jordan Melmiès (en 2014), Federico Bassi (en 2021) et Cédric Rogé (en 2024) ont renforcé l'équipe en tant que maîtres de conférences. Plusieurs thèses y sont préparées ou ont été soutenues ces dernières années (Jessie Lerousseau en 2021 ou Loïck Tange en 2023 pour les plus récentes), preuves du dynamisme en cours.

La présence de pôles hébergeant et favorisant des dynamiques collectives semble fondamentale pour pérenniser ou renforcer un courant de recherche. Un poids collectif suffisant est indispensable pour l'obtention de contrats doctoraux ou pour déclencher le fléchage de postes sur des thématiques particulières. De plus, seule cette unité de lieu collective permet de favoriser la tenue régulière de séminaires thématiques, de déclencher une vie doctorale faite d'émulations, d'organiser des colloques de grande ampleur. Un risque non négligeable pour le post-keynésianisme en France pourrait donc être lié à une certaine atomisation des effectifs et des lieux d'exercice, moins favorable aux rencontres et au maintien des activités collectives, moins favorable donc à la reproduction du courant. Une difficulté spécifique a été identifiée par l'Association Française d'Economie Politique (AFEP), association professionnelle créée en 2009. L'AFEP (2013) a ainsi démontré que les concours d'agrégation en France, principale voie d'accès au corps des professeurs des Universités, avait constitué un verrou institutionnel, limitant très fortement le recrutement de professeurs hétérodoxes, donc de professeurs post-keynésiens. En effet, selon l'étude, 5% des recrutements des professeurs sur la période 2005-2011 concernent des hétérodoxes. La suppression du concours de l'agrégation du supérieure en économie en 2015 a ouvert la voie à quelques recrutements de professeurs qui s'inscrivent dans la tradition post-keynésienne. La disparition de cette barrière était indispensable, tant les institutions universitaires françaises maintiennent une asymétrie de pouvoir entre maîtres de conférences et professeurs. Ce sont ces derniers qui peuvent avoir les coudées franches pour animer la recherche, organiser et gérer les masters ou encore développer la politique doctorale ou diriger les laboratoires. Néanmoins, à ce jour, le nombre de professeurs post-keynésiens en France est faible (moins de 10), certainement insuffisant pour, par exemple, pouvoir répondre positivement à toutes les demandes d'encadrement doctoral de qualité qui se présentent. Un autre verrou peut être identifié et celui-ci demeure installé : il n'y a à ce jour aucun post-keynésien chercheur au CNRS, que ce soit comme chargé de recherches ou comme directeur de recherches. Toutefois, la modélisation SFC, parfois liée à celle à base d'agents, présente des attraits importants pour penser les enjeux écologiques ou de stabilité financière. Cela rend possible le recrutement de chercheurs post-keynésiens dans des institutions publiques comportant parfois des pôles de recherche appliquée, comme la Banque Mondiale (Jeffrey Althouse), l'ADEME – Agence de la Transition Ecologique (A. Monsérand), l'Agence France Trésor (Tariq Mouakil) ou encore l'Agence Française du Développement (AFD). Sous l'impulsion de Gaël Giraud, chef économiste de l'AFD de 2015 à 2019, les travaux de modélisation macroéconomiques qui y sont menés (aujourd'hui notamment par Antoine Godin, Guilherme Magacho, Paul Hadji-Lazaro ou Devrim Yilmaz) peuvent employer des méthodes promues par les post-keynésiens.

---

<sup>27</sup> Centre Lillois d'Études et de Recherches et Sociologiques et Economiques

## Conclusion

Dans le titre de cet article, nous avons usé de deux expressions afin de qualifier le développement du courant post-keynésien en France depuis l'article fondateur de Eichner et Kregel (1975) jusqu'à la période contemporaine : croissance contrainte et hybridation.

Pourquoi parler de croissance contrainte ? D'abord, parce qu'il a existé une tradition anti-keynésienne relativement vigoureuse au sein des universités françaises empêchant tout terreau fertile. Ensuite, parce que l'existence d'écoles de pensée concurrentes (essentiellement la théorie de la régulation et la constellation d'économistes hétérodoxes autour des *Cahiers d'Economie Politique*) a pu ralentir la progression du courant post-keynésien. Enfin, le régime des idées étant défavorable à l'hétérodoxie dès la fin des années 70 cela a sérieusement limité la capacité à se construire en tant qu'école de pensée. Toutefois, en dépit des éléments précédents, l'analyse historique du mouvement post-keynésien montre, aujourd'hui, une dynamique positive s'appuyant sur un réseau de chercheurs connectés entre eux ainsi qu'à l'international au travers de leurs publications. Nous pouvons aussi ajouter, pour étayer cette idée, que des post-keynésiens français participent activement aux comités éditoriaux de plusieurs revues structurantes du champ. A la fin 2024, T. Dallery et J.-F. Ponsot sont membres du *board of editors* de la *Review of Keynesian Economics*, S. Charles et G. Vallet de la *Review of Political Economy*, D. Lang et E. Le Héron à celui de l'*European Journal of Economics and Economic Policy*. En somme, le post-keynésianisme français a connu une expansion durant les cinq décennies passées quand bien même celle-ci est demeurée limitée.

Quant au qualificatif d'hybridation, il découle de la difficulté à produire des indicateurs permettant d'estampiller, sans ambiguïté, les individus de post-keynésiens. Ainsi, pour certains économistes français l'appellation nous semblait naturelle tandis que pour d'autres elle pouvait apparaître comme plus délicate. Cette situation est la conséquence de la difficulté à tracer des frontières claires chez les hétérodoxes. Selon nous, tout ceci va dans le sens d'une hybridation des écoles de pensée. Elle peut se repérer, parfois, entre marxistes (Cédric Durand et Bruno Tinel) et post-keynésiens et, surtout, entre post-keynésiens et régulationnistes. A titre d'illustration, nous avançons deux arguments allant dans ce sens. D'abord, des tenants de l'école de la régulation utilisent les outils (modèles stock-flux cohérents) et concepts (instabilité financière à la Minsky) post-keynésiens et inversement (régime d'accumulation). Ensuite, des économistes régulationnistes ont supervisé les thèses d'universitaires qui, aujourd'hui, sont considérés comme post-keynésiens. Enfin, on pourra relever que des chercheurs post-keynésiens participent ou ont participé activement au développement de la *Revue de la régulation* (M. Clévenot, J.-F. Ponsot), lancée en 2007. Fin 2024, M. Lainé, L. Malherbe sont membres du comité de rédaction et J. Marie assure la rédaction-en-chef. Mais l'hybridation se repère aussi par l'importance qu'ont pu avoir des chercheurs qu'on a identifié comme appartenant à une « constellation » en dialogue avec les post-keynésiens et qui ont encadré des thèses de futurs post-keynésiens. Certains jeunes chercheurs (par exemple Jonas Grangeray qui a soutenu sa thèse à Paris 13 en 2024) s'inscrivent d'ailleurs dans cette tradition qui mêle approche d'histoire de la pensée et analyse macroéconomique largement inspirée par le post-keynésianisme.

L'hybridation va de pair avec un dialogue important avec d'autres traditions hétérodoxes en économie, favorisé par l'AFEP. Pour éclairer cette affirmation, on peut, par exemple, mobiliser la parution en 2023 du « Grand Manuel d'Economie Politique », ouvrage qui vise à proposer un manuel d'économie de premier cycle universitaire, en langue française, véritablement pluraliste du point de vue des théories présentées. Publié par l'éditeur *Dunod*, cet imposant manuel a réuni une soixantaine de contributrices et de contributeurs, parmi lesquels huit auteurs post-keynésiens déjà évoqués dans cet article. Surtout, l'un des 3 coordinateurs de l'ouvrage, Yann Guy, qui a réalisé ce travail avec Anaïs Henneguelle et Emmanuelle Puissant, développe une approche scientifique qui apparaît comme un parfait exemple de l'hybridation entre post-keynésianisme et théorie de la régulation.

En conclusion, il est possible de retenir la série d'éléments suivants en ce qui concerne le courant post-keynésien en France.

- (i) En trajectoire longue, il existe une dynamique de renforcement du courant qui est positive mais qui reste fragile du fait de la difficulté à atteindre une masse critique de chercheurs recrutés dans les universités et à développer ou conserver des lieux de focalisation d'une dynamique collective. Cette fragilité se repère si on cherche à photographier le post-keynésianisme français à l'université. D'après la liste électorale du CNU05 de 2023 mobilisée pour cet article, nous estimons que les chercheurs présentant des liens avec l'analyse post-keynésienne (ici les liens sont recherchés de manière assez large : direction de thèse, supports de publication pendant la carrière ou thématiques de recherche endossées) représentent entre 2 et 2,5 % des électeurs (une quarantaine d'inscrits sur la liste qui contient 1839 noms). Cette fragilité n'est pas propre au courant post-keynésien et touche l'ensemble des analyses hétérodoxes.
- (ii) La reconnaissance au niveau international s'est développée. Cela se remarque par exemple par un volume de publications en augmentation (tous supports confondus), la formation de docteurs étrangers au sein d'institutions françaises et travaillant sur des thèmes post-keynésiens et, enfin, au maintien d'un colloque post-keynésien international attirant, de manière récurrente, les chercheurs internationaux. On peut aussi mentionner que plusieurs post-keynésiens ayant effectué leurs recherches doctorales en France ces dernières années ont pu devenir enseignants-chercheurs à l'étranger, confirmant l'internationalisation des recherches menées en France.
- (iii) Le dernier point à souligner révèle une faiblesse intrinsèque au courant post-keynésien français : l'absence quasi complète de diversité de genre. En effet, alors que dans certains pays (on peut par exemple penser au Brésil ou aux États-Unis) les femmes peuvent logiquement être présentes au sein du post-keynésianisme, elles en sont presque absolument absentes en France. Il nous semble que le fragile dynamisme du courant post-keynésien pourrait être remis en cause si cette difficulté n'était pas corrigée.

## Références

- AFEP (2013), *Evolution du recrutement des professeurs de sciences économiques depuis 2000. La fin du pluralisme*, Étude du conseil d'administration, Mimeo.
- Arena, R., Maricic, A. (1988), « Les réactions françaises à la Théorie Générale (1936-1951) : la recherche d'une dynamique économique », *Cahiers d'Economie Politique*, n°14-15, pp. 15-41.
- Assous, M., Dutt, A.K. (2013), "Growth and income distribution with the dynamics of power in labour and goods markets", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 37(6), pp. 1407-1430.
- Aujac, H. (1950), « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *Economie Appliquée*, vol.3(2), pp. 280-300.
- Barrère, A. (1952), *Théorie économique et impulsion keynésienne*, Paris : Dalloz.
- Barrère, A. (1985), *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, Paris : Economica.
- Barrère, A. (1985-1986), "Price system and money-wage system", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 8(2), pp. 315-335.
- Barrère, A. (1990), *Macroéconomie keynésienne*, Paris : Dunod.
- Bellais, R. (2004), "Post Keynesian theory, technology policy, and long-term growth", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 26(3), pp. 419-440.
- Berr, E., Monvoisin, V. (2023), "Modern post-Keynesian approaches: continuities and ruptures with monetary circuit theory", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol.46(2), pp.359-377.
- Berr, E., Monvoisin, V., Ponsot, J.-F. (2018), *L'économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques*, Paris : Seuil.
- Boyer, R. (2011), "Post-keynésiens et régulationnistes : une alternative à la crise de l'économie standard ?", *Revue de la régulation*, vol. 10(2).
- Boyer, R. (2018), *La théorie de la régulation au fil du temps*, La Plaine Saint-Denis : Éditions des maisons des sciences de l'homme associées.
- Cartelier, J. (1995), *L'économie de Keynes*, Bruxelles : De Boeck Université.
- Charles, S. (2008), "Corporate debt, variable retention rate and the appearance of financial fragility", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 32(5), pp. 781-795.
- Davidson, P. (1977), "Money and general equilibrium", *Economie Appliquée*, vol. 30(4), pp. 541-563.

- Davidson, P. (1978), *Money and the real world*, London : Macmillan, 2<sup>nd</sup>e édition.
- Deleplace, G., Nell, E.J. (1996), *Money in motion. Post Keynesian and Circulation approaches*, Basingstoke : Macmillan.
- De Vivo, G., Pivetti, M. (1980), "International integration and the balance of payments constraint: the case of Italy", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 4(1), pp. 1-22.
- Dostaler, G. (2009), *Keynes et ses combats*, Paris : Albin Michel.
- Dow, S. (1988), "Money supply endogeneity", *Economie Appliquée*, vol. 41(1), pp. 19-39.
- Eichner, A., Kregel, J.A. (1975), "An essay on Post-Keynesian theory: a new paradigm in economics", *Journal of Economic Literature*, vol. 13(4), pp. 1293-1314.
- Ferri, P., Minsky, H.P. (1989), "The breakdown of the IS-LM synthesis: implications for post-Keynesian economic theory", *Review of Political Economy*, vol. 1(2), pp. 123-143.
- Gaffard, J.L. (2020), "Monnaie, crédit et inflation : l'analyse de Le Bourva revisitée", *Œconomia*, vol. 10(1), pp. 3-25.
- Gaffard, J.L., Glais, M. (2000), *Monnaie, croissance et marchés. Essais en l'honneur de Jacques Le Bourva*, Paris : Economica.
- Gnos, C., Rochon, L.P. (2003-2004), "Reforming the international financial and monetary system : from Keynes to Davidson and Stiglitz", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 26(4), pp. 613-629.
- Gnos, C., Rochon, L.P. (2004-2005), "The Washington consensus and multinational banking in Latin America", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 27(2), pp. 315-331.
- Guitton, H. (1953), "Barrère (Alain) - *Théorie économique et impulsion keynésienne*. Préface de Jean Marchal. [Compte-rendu]", *Revue Economique*, vol. 4(5), pp. 771-773.
- Kaldor, N. (1981), "The role of increasing returns, technical progress and cumulative causation in the theory of international trade and economic growth", *Economie Appliquée*, vol. 34(4), pp. 593-617.
- Kolopp, S. (2013), "De la modernisation à la raison économique. La formation en économie à l'Ena et les déplacements des lieux communs de l'action publique (1945-1984)", *Genèses*, vol. 93(4), pp. 53-75.
- Kregel, J.A. (1982), "Money, expectations and relative prices in Keynes' Monetary equilibrium", *Economie Appliquée*, vol. 35(3), pp. 449-465.
- Lang, D. (2015), "Financialisation, income distribution and the crisis", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 39(3), pp. 867-870.

Lavoie, M. (1982), "Les Post-keynésiens et la monnaie endogène", *L'Actualité Economique*, vol. 58(1-2), pp. 191-221.

Lavoie, M. (1987), *Macroéconomie, théorie et controverses post-keynésiennes*, Paris : Dunod.

Lavoie, M. (2000), "Les taux d'intérêt justes : l'impact des hausses de taux d'intérêt sur le niveau de vie", dans J.L. Gaffard et M. Glais, *Monnaie, croissance et marchés. Essais en l'honneur de Jacques Le Bourva*, Paris : Economica, pp. 69-84.

Lavoie, M., Baslé, M. (1996), "La pensée monétaire de Jacques Le Bourva : analyse et historique", *Revue d'Economie Politique*, vol. 106(2), pp. 269-291.

Lavoie, M., Ponsot, J.-F. (2018), "Les courants et fondements théoriques de l'analyse post-keynésienne" dans Berr, E., Monvoisin, V., Ponsot, J.-F. (2018), *L'économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques*, Paris : Seuil.

Le Bourva, J. (1959), "La théorie de l'inflation, le rapport des experts et l'opération de décembre 1958", *Revue Economique*, vol. 10(5), pp. 713-754.

Le Bourva, J. (1962), "Création de la monnaie et multiplicateur du crédit", *Revue Economique*, vol. 13(1), pp. 29-56.

Le Bourva, J. (1992), "Money creation and credit multipliers", *Review of Political Economy*, vol. 4(4), pp. 447-466.

Léonard, J. (1979), *La répartition macroéconomique des revenus. L'enjeu des thèses de Cambridge*, Paris : Economica.

Marie, J. (2023) « Théorie post-keynésienne et théorie de la régulation : du dialogue à l'hybridation ? », dans *Théorie de la régulation, un nouvel état des savoirs*, Boyer, R., Chanteau, J.P., Labrousse, A., Lamarche, T. (coord.), Paris : Dunod, pp. 212-218.

Ould-Ahmed, P. (2003), "Barter hysteresis in post-Soviet Russia : an institutional and Post Keynesian perspective", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 26(1), pp. 95-116.

Parguez, A. (1975), *Monnaie et macro-économie. Théorie de la monnaie en déséquilibre*, Paris : Economica.

Piégay, P. (1999-2000), "The New and Post Keynesian analyses of bank behavior : consensus and disagreement", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 22(2), pp. 265-283.

Pontille, D., Torny, D. (2010), "Revue qui compte, revue qu'on compte : produire des classements en économie et gestion", *Revue de la Régulation*, vol. 8(2).

Pouch, T. (2014), « Les tumultueuses relations des économistes français avec le marxisme : une mise en perspective historique », *Le Portique*, vol.32.

Poulon, F. (1982), *Macroéconomie approfondie. Equilibre, déséquilibre, circuit*, Paris : Cujas.

Poulon, F. (2018), "Le circuit keynésien : *unde, ubi et quo*", dans E. Berr, V. Monvoisin, J.F. Ponsot, *L'économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques*, Paris : Seuil.

Rosanvallon, P. (1987), "Histoire des idées keynésiennes en France", *Revue Française d'Economie*, vol. 2(4), pp. 22-56.

Rueff, J. (1947), "Les Erreurs de la Théorie générale de Lord Keynes", *Revue d'Economie Politique*, vol. 57(1), pp. 5-33.

Schmitt, B. (1960), *La formation du pouvoir d'achat*, Paris : Sirey.

Schmitt, B. (1966), *Monnaie, salaires et profits*, Paris : Presses Universitaires de France.

Sylos-Labini, P. (1979), "Prices and income distribution in manufacturing industry", *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 2(1), pp. 3-25.